PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS



FORMATIONS : DROIT • SCIENCES POLITIQUES
ÉCONOMIE • GESTION • INFORMATION - COMMUNICATION

MASTER DROIT EUROPÉEN PARCOURS DROIT EUROPÉEN DU MARCHÉ ET DE LA RÉGULATION

2026-2027

Direction : Francesco MARTUCCI

Diplôme délivré :
Master

Durée des études :
2 ans

Modalités d'enseignement :
Formation initiale

ATTENTION, INFORMATIONS SUSCEPTIBLES D'ÊTRE MODIFIÉES

Le master de droit européen du marché et de la régulation a pour objet de fournir la formation en droit économique européen requise pour tout juriste qui entend se confronter à la vie des affaires et à l'action de l'État en économie de marché. L'ouverture à la concurrence de secteurs en réseaux (communications électroniques, énergie, transport, etc.) a impliqué une régulation des marchés en vue de concilier les exigences de la concurrence avec d'autres impératifs d'intérêt général. Cette régulation sectorielle ne peut être comprise sans une maîtrise des règles de concurrence et du cadre juridique dans lequel opérateurs économiques et autorités publiques interagissent.

Le master vise à donner aux étudiants les bases juridiques nécessaires pour la compréhension générale de la régulation des marchés, ainsi que les outils opérationnels nécessaires à tout professionnel intervenant en la matière. À cet effet, les enseignements portent non seulement sur les principes transversaux du droit européen de la concurrence et de la régulation, mais également sur les règles et procédures générales qui régissent la régulation des marchés dans l'Union européenne. L'approche générale est complétée par une déclinaison sectorielle du droit de la régulation.

Les enseignements sont assurés à la fois par des universitaires et par des praticiens (avocats, juristes d'entreprise, directeurs de services juridiques, agents des autorités et de l'administration, magistrats) qui partageront leur expertise dans leurs domaines de spécialité. Le master permet dès lors aux étudiants d'acquérir de solides connaissances juridiques et de développer leur capacité à mobiliser ces connaissances dans des situations concrètes. Ainsi, la formation constituera un atout pour les métiers du droit européen du marché et de la régulation, qu'il s'agisse d'intégrer des cabinets d'avocats, des entreprises ou encore des autorités et des institutions françaises ou européennes.

Ce master peut permettre aux étudiants d'accomplir une partie de leur cursus dans une université étrangère.

> Site de l'association des étudiants du master DEMR

PANTHÉON-ASSAS
UNIVERSITÉ
PARIS



FORMATIONS : DROIT • SCIENCES POLITIQUES
ÉCONOMIE • GESTION • INFORMATION - COMMUNICATION

ADMISSIONS

POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2026-2027 :

Accès bac+3 : Capacités d'accueil et modalités d'accès

Attendus

Être titulaire d'une licence en droit privé ou public de l'Université Panthéon-Assas ou d'une autre université. Les candidats et les candidates doivent avoir acquis au cours de leur cursus de solides connaissances juridiques. Une appétence pour les questions européennes est appréciée ainsi qu'une maîtrise de langues étrangères.

Critères généraux d'examen des candidatures

Sont pris en compte les résultats académiques, tout particulièrement ceux obtenus pour les matières fondamentales des trois premières années. La motivation doit faire apparaître les raisons qui justifient la candidature au parcours, en présentant notamment le projet professionnel.
Les stages ou les activités professionnelles constituent une valeur ajoutée, tout autant que l'ouverture internationale et l'implication dans la société civile (associations, bénévolat, activité sportive, etc.).
Les candidatures comportant un parcours atypique (double diplôme, double formation, année de césure, réorientation ou reconversion, expériences à l'étranger, etc.) sont bienvenues à la condition que soient établies des compétences juridiques.

Modalités d'examen des candidatures

Examen du dossier complété, le cas échéant, par un entretien.

Accès bac+4 : Capacités d'accueil et modalités d'accès
Dans ce dernier cas, ce master est ouvert (sur dossier) aux étudiants titulaires d'un master 1 en droit.

L'autorisation d'inscription est accordée par le président de l'université après examen du dossier déposé par l'étudiant par une commission placée sur l'autorité du responsable du master.

Master Droit européen Parcours Droit et contentieux de l'Union européenne
Master Droit européen Parcours Droit européen du marché et de la régulation

PROGRAMME

Programme 2026-2027

Texte de référence :



Le Règlement des études de Master s'applique à tous les diplômes de Master.
Cependant, les règles spécifiques énoncées dans la maquette prévalent sur ce règlement général.

1ÈRE ANNÉE (60 ECTS)

SEMESTRE 1 (30 ECTS)
UEF1 (coefficient 2 - 20 ECTS)
2 matières obligatoires :

> Droit constitutionnel de l'Union européenne
> Droit de la concurrence
Chaque matière se compose de 36h de CM et 15h de TD.
Les CM sont évalués par un écrit de 3h noté sur 20 (coefficient 2) et les TD sont évalués par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

UEC1 (coefficient 1 - 10 ECTS)
2 matières obligatoires :

> Droit pénal international et européen
> Droit du contentieux européen
2 matières au choix (non choisie précédemment) :

> Droit international économique
> Droit de la protection des données personnelles
> Droit et économie bancaires
> Droit public de l'économie 1
> Droit de la propriété intellectuelle
> Histoire comparée des institutions des pays de l'Europe
> Droit maritime
Chaque matière comporte 36h de CM, à l'exception de chacune des matières « Droit du contentieux européen » et « Droit de la protection des données personnelles » qui comportent 24h de CM.
Les CM sont évalués par un oral ou un écrit de 1h30 noté sur 20 (coefficient 1).

1 matière obligatoire :

> Anglais
La matière se compose de 18h TD.
Le TD est évalué par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

SEMESTRE 2 (30 ECTS)
UEF2 (coefficient 2 - 20 ECTS)
2 matières obligatoires :

> Droit européen du marché
> Droit des relations extérieures de l'Union européenne
La matière « Droit européen du marché » compose de 36h de CM et 15h de TD, la matière « Droit des relations extérieures de l'Union



européenne » se compose de 24h de CM et 15h de TD.
Les CM sont évalués par un écrit de 3h noté sur 20 (coefficient 2) et les TD sont évalués par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

UEC2 (coefficient 1 - 10 ECTS)
2 matières obligatoires :

> Politiques de l'Union européenne/EU Policies
> Droit de la Convention européenne des droits de l'homme
2 matières au choix (non choisie précédemment) :

> Droit du numérique
> Droit fiscal européen et international
> Droit des transports terrestres et aériens
> Economic Law
> Droit des marchés financiers
> Droit public de l'économie 2
> Droit de l'environnement
Chaque matière se compose de 36h de CM, là l'exception des matières « Economic Law » et « Droit du numérique » qui se compose de 24h de CM.
Les CM sont évalués par un oral ou un écrit de 1h30 noté sur 20 (coefficient 1).

1 matière obligatoire :

> Anglais
La matière se compose de 18h TD.
Le TD est évalué par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

Règles spécifiques
Liste des matières mutualisées depuis un autre Parcours de Master :

> Droit pénal international et européen (master Droits de l'homme et droit humanitaire)
> Droit de la protection des données personnelles (master Droit du numérique)
> Droit de la propriété intellectuelle (master Droit de la propriété intellectuelle)
> Droit du numérique (master Droit du numérique)
Les étudiants inscrits en M1 peuvent opter pour un séjour d'une durée d'un ou deux semestres dans une université étrangère liée à Assas par une convention, sous réserve de remplir les conditions fixées par cette convention et dans la limite des places disponibles. Les notes obtenues dans l'université partenaire aux enseignements suivis lors d'une même année universitaire en application de la convention de coopération peuvent être validées par le jury d'examen en équivalence des unités d'enseignements du ou desdits semestres.

2ème ANNÉE (60 ECTS)

Module « Principes fondamentaux » (Coefficient 7,5 - 20 ECTS)
3 matières obligatoires :



> Droit de la concurrence approfondi – 5 ECTS
> Fondements juridiques de la régulation – 5 ECTS
> Contentieux de la régulation – 5 ECTS
La matière « Droit de la concurrence approfondi » se compose de 24h.
Les matières « Fondements juridiques de la régulation » et « Contentieux de la régulation » se composent de 20h.
Chaque matière est évaluée par un écrit de 3h noté sur 20 (coefficient 1) et un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 0,5).

2 matières obligatoires :

> Investissements et subventions étrangers dans l'UE – 2,5 ECTS
> Analyse économique de la concurrence et de la régulation – 2,5 ECTS
Chaque matière se compose de 10h.
Les deux matières sont évaluées par un seul contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

Module « Régulation des activités numériques » (Coefficient 1 - 10 ECTS)
2 matières obligatoires :

> Régulation des services et des marchés numériques (DMA & DSA) – 3,5 ECTS
> Régulation de l'intelligence artificielle– 3,5 ECTS
1 matière au choix :

> Crypto-actifs et monnaies numériques – 3 ECTS
> Droit approfondi de la protection des données à caractère personnel – 3 ECTS
Les matières « Régulation des services et des marchés numériques (DMA & DSA) » et « Régulation de l'intelligence artificielle » se composent de 12h.
Les matières « Crypto-actifs et monnaies numériques » et « Droit approfondi de la protection des données à caractère personnel » se composent de 10h.
Le module donne lieu à une note globale au moyen d'un contrôle continu noté sur 60 (coefficient 1).

Module « Regulatory » (Coefficient 1 - 8 ECTS)
2 matières au choix :

> Droit européen des communications électroniques – 4 ECTS
> Droit européen bancaire et financier – 4 ECTS
> Droit européen des transports – 4 ECTS
> Droit européen de l'énergie – 4 ECTS
Chaque matière se compose de 12h.
Chaque matière est évaluée par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

Module « Actualités, cliniques et pratique » (Coefficient 3,5 - 8 ECTS)
6 matières obligatoires

> Compliance – 2 ECTS
> Pratique des aides d'État – 2 ECTS
> Etudes de cas : secteur pharmaceutique et sanitaire – 2 ECTS
> Conférence d'actualité : droits fondamentaux, private et public enforcement – (Non évaluée)



> Conférences d'actualité : Numérique et concurrence - Cyber-risque – (Non évaluée)
> Encadrement concours de plaidoirie et atelier d'écriture – 2 ECTS
Chaque matière se compose de 12h.
Chaque matière est évaluée par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

> Étude de cas en géopolitique du droit économique (10h) – non évaluée.
Langue (Coefficient 1 - 4 ECTS)
1 matière obligatoire :

> Anglais (2 TD de 20h chacun)
Cette matière est évaluée par un contrôle continu noté sur 20 (coefficient 1).

Stage / mémoire (Coefficient 4 - 10 ECTS)
Rédaction et soutenance d'un mémoire ou d'un rapport de stage noté sur 20 (coefficient 4).

Règles spécifiques
Liste des matières mutualisées depuis un autre Parcours de Master :

> Contentieux de la régulation (12 h mutualisées avec le M2 Droit public économique)
> Introduction du cours : Crypto-actifs et monnaies numériques (Parcours Droit public économique)
> Droit approfondi de la protection des données à caractère personnel (Parcours Droit du numérique)
> Compliance (parcours Droit européen des affaires et de la concurrence)
> Étude de cas en géopolitique du droit économique (mutualisé avec le M2 Droit public économique)
Les étudiants qui effectuent un stage long, de 2 à 6 mois, qui dépasserait la fin de l'année universitaire doivent prendre une deuxième inscription pour terminer le stage et présenter le rapport au printemps. Le diplôme est délivré au titre de cette nouvelle année universitaire. Par ailleurs, les étudiants qui le souhaitent peuvent en toute hypothèse et de droit prendre une deuxième inscription, pour commencer un stage long après leur réinscription ou pour compléter leur premier stage par un ou plusieurs autres stages effectués lors de cette nouvelle année universitaire. Le cas échéant, ils doivent présenter le rapport au printemps. Le diplôme est délivré au titre de cette nouvelle année universitaire.

DÉBOUCHÉS

Compétences visées
Le diplôme a pour finalité non seulement de fournir aux étudiants de solides connaissances juridiques, mais également de leur permettre de rendre ces connaissances opérationnelles dans un milieu professionnel. L'accent est donc mis dans la formation sur le savoir-faire juridique en insistant notamment sur l'expression juridique tout autant écrite (rédaction de consultations, de mémos, de contrats, de mémoires contentieux, etc.) qu'orale (participation à des concours de plaidoirie, moot court). Les étudiants sont également accompagnés dans leur insertion professionnelle au moyen d'ateliers dont l'objet sera de préparer à la présentation de candidatures ainsi qu'à la tenue d'entretiens de recrutement.

Débouchés professionnels
Carrières juridiques : cabinets d'avocats, services juridiques d'entreprise, conseil et expertise
Institutions : administration publique européenne et nationale (institutions européennes, ministères et collectivités territoriale),



autorités de régulation
Entreprises privées et opérateurs du secteur public
Carrières judiciaires
Carrière universitaire (thèse)

CONTACT

RESPONSABLE PÉDAGOGIQUE

Francesco MARTUCCI

SCOLARITÉ DE MASTER

PLUS D'INFORMATIONS

https://caed.u-paris2.fr/fr/master-droit-europeen-parcours-droit-europeen-marche-regulation